

SECONDE

GEOGRAPHIE

DEVOIR 2

THEME 1 SOCIETES ET ENVIRONNEMENTS : DES EQUILIBRES FRAGILES

Chapitre 2 : Sociétés et environnements des équilibres fragiles

I. Vocabulaire :

- | | |
|---------------------------|------------------------|
| - Labellisation : | - Concertation : |
| - Conseil de gestion : | - Parc naturel marin : |
| - Site Ramsar : | - Site Seveso : |
| - Contraintes : | - Parc national : |
| - Parc naturel régional : | - Sanctuarisation : |
| - ZEE : | - Zone Natura 2000 : |

II. Les risques liés aux activités humaines : le réchauffement climatique : étude de textes :

Etude de deux textes

Réchauffement du climat :

Les projections du GIEC sur les conséquences humaines du réchauffement climatique

Quelques aspects de l'impact des changements climatiques sur les populations et les activités.

Les ressources en eau

Le débit moyen annuel des cours d'eau et la disponibilité en eau subiront une augmentation de 10% à 40% aux hautes latitudes et dans certaines régions tropicales humides, et une diminution de 10% à 30% dans certaines régions sèches à des latitudes moyennes et dans les régions tropicales arides. Les zones affectées par la sécheresse vont probablement s'étendre.

Les fortes précipitations, dont la fréquence va très probablement croître, augmenteront les risques d'inondations.

Les risques sur les côtes

D'ici 2080, des millions de personnes supplémentaires seront probablement inondées chaque année suite à l'élévation du niveau de la mer.

Le risque est particulièrement élevé pour les régions basses à forte densité de population. Les habitants des méga deltas d'Asie et d'Afrique seront les plus nombreux à souffrir, mais les petites îles sont particulièrement vulnérables. L'adaptation pour les régions côtières sera plus difficile dans les pays développés, à cause de plus faibles capacités d'adaptation.

Les rendements agricoles

Les rendements agricoles devraient augmenter légèrement dans les régions de moyennes et hautes latitudes pour des augmentations moyennes locales de température de 1 à 3°C.

Dans des régions saisonnièrement sèches et des régions tropicales, le rendement agricole diminuera si les températures augmentent de 1 à 2°C, ce qui entraînerait un risque accru de famine.

La santé

Les changements climatiques affecteront probablement la santé de millions de personnes, en particulier celles qui ont une faible capacité d'adaptation, par le biais :

- De malnutrition aggravée et des dérèglements qui s'ensuivent, avec des implications sur la croissance et le développement des enfants ;

- De l'augmentation du nombre de décès, de maladies et d'accidents dus aux canicules, inondations, tempêtes, incendies et sécheresses ;
- De maladies diarrhéiques chroniques plus fréquentes ;
- D'affections cardio-vasculaires plus fréquentes dues aux concentrations plus élevées d'ozone au ras du sol.

*Contribution du Groupe II
Au 4^e Rapport d'évaluation du GIEC,
2007, extraits du Résumé à l'intention des décideurs.*

Des incertitudes non négligeables

Le débat sur le réchauffement climatique repose sur un constat sans ambiguïté, celui de la hausse d'environ 1°C des températures moyennes du globe depuis un siècle et demi. Fort de ce constat, une grande partie de la communauté scientifique s'accorde à penser que le réchauffement pourrait atteindre 4°C à l'horizon 2100.

L'ampleur des dangers ne saurait écarter toute réflexion critique sur les schémas prédictifs et les conséquences annoncées. L'incertitude qui pèse sur la validité des modèles explique l'existence de scénarii alternatifs, certes moins médiatisés, mais qui méritent aussi d'être évoqués.

La baisse prévue de l'activité solaire conduit certains chercheurs à prévoir un refroidissement vers le milieu du siècle. D'autres s'interrogent sur les effets possibles d'un ralentissement du Gulf Stream qui pourrait mettre un terme au réchauffement.

Si l'on ajoute à ces incertitudes d'ordre climatologique les contingences qui pèsent sur les prévisions de croissance de la population et de l'activité économique, sources de gaz à effet de serre, on ne peut que relativiser les conclusions souvent catégoriques de certains experts.

On peut aussi rappeler qu'au cours de l'histoire de l'Europe, les phases de réchauffement furent souvent des périodes de développement économique et de relative prospérité, et rien n'interdit aussi d'imaginer les effets positifs que pourrait avoir un réchauffement des températures dans certaines parties du globe.[...]

Si nul aujourd'hui ne songe à nier réellement l'existence d'un réchauffement du climat depuis plus d'un siècle, son ampleur future comme son origine, sa durée et ses impacts restent encore du domaine de l'incertain et donc du débat.

Paul Arnould, Laurent Simon, Géographie de l'environnement, Belin-2007

Questions :

- 1) Que signifie GIEC ? Quel travail lui a été confié ?
- 2) Texte 1 : relevez 2 changements climatiques évoqués ici avec les conséquences (ne pas copier le texte).
- 3) Quels risques envisage ce rapport sur la santé des hommes ? (texte 1)
- 4) Texte 2 : Sur quelle certitude est fondé le débat à propos de ce réchauffement.

Pour relativiser ce débat, sur quelles questions s'appuient les auteurs du texte 2 ?

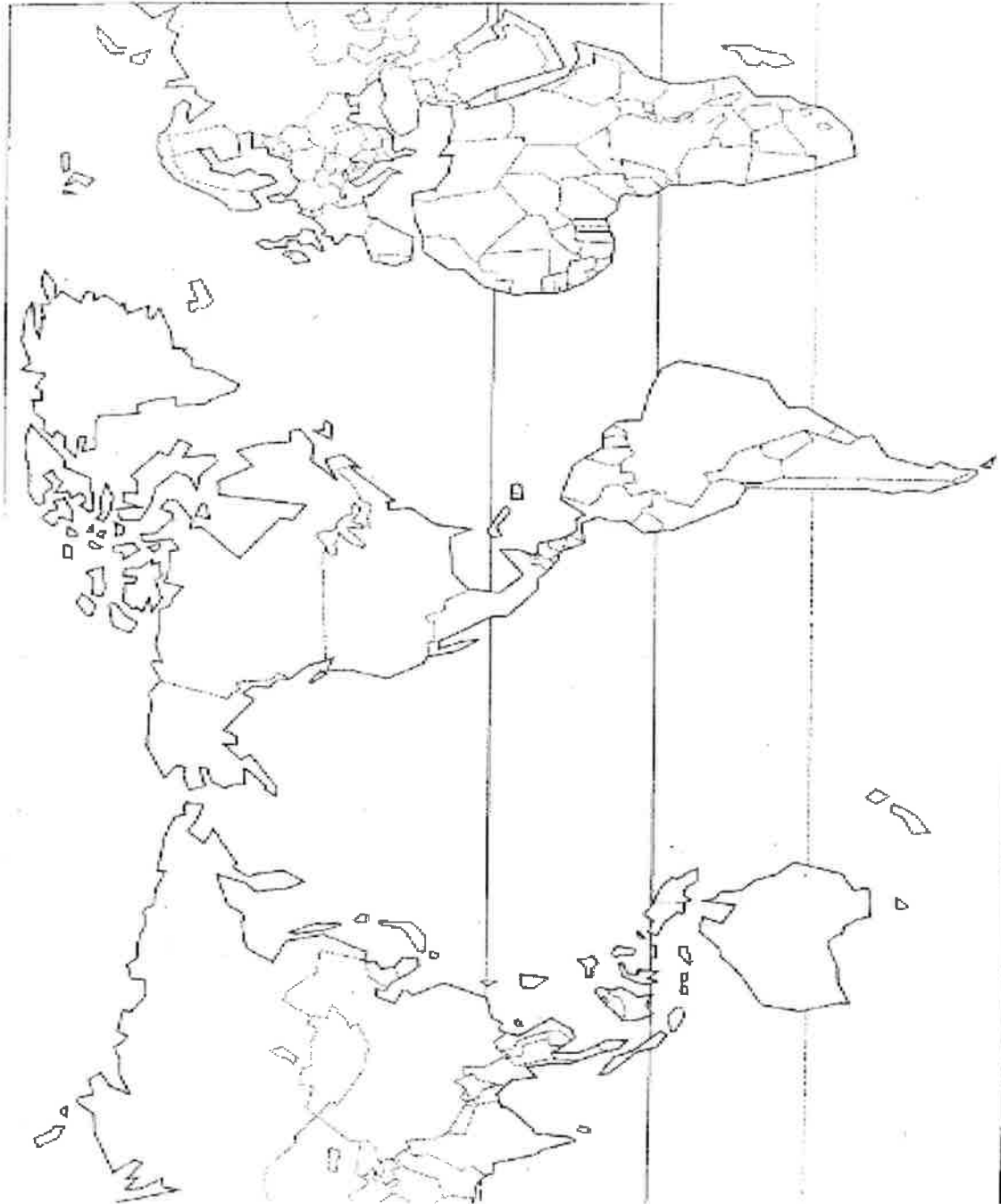
III. Travail cartographique, synthèse du thème

A. Croquis :

Sur le fond de carte joint, vous localiserez :

- Plusieurs mégapoles situées sur un littoral vulnérable au risque cyclonique.

- 4 régions de volcanisme actif
- 4 régions ayant subi des séismes dévastateurs.
- 4 grandes vallées fluviales exposées au risque d'inondation.
- Enfin vous tracerez les limites des grandes plaques tectoniques et écrivez leurs noms.
(Vous utiliserez des figurés ponctuels, surfaciques et linéaires).



B. Réaliser un croquis avec le fond de carte ci-après à partir de la légende suivante, légende que vous complétez avec des figurés appropriés.

1. Les aléas naturels

Limites de plaques lithosphériques

Tsunamis possibles

Volcans actifs

Vallées exposées aux inondations

Régions exposées aux feux de forêt

2. Les sociétés face à ces risques : une inégale vulnérabilité

Régions à forte densité de population

Villes exposées aux aléas

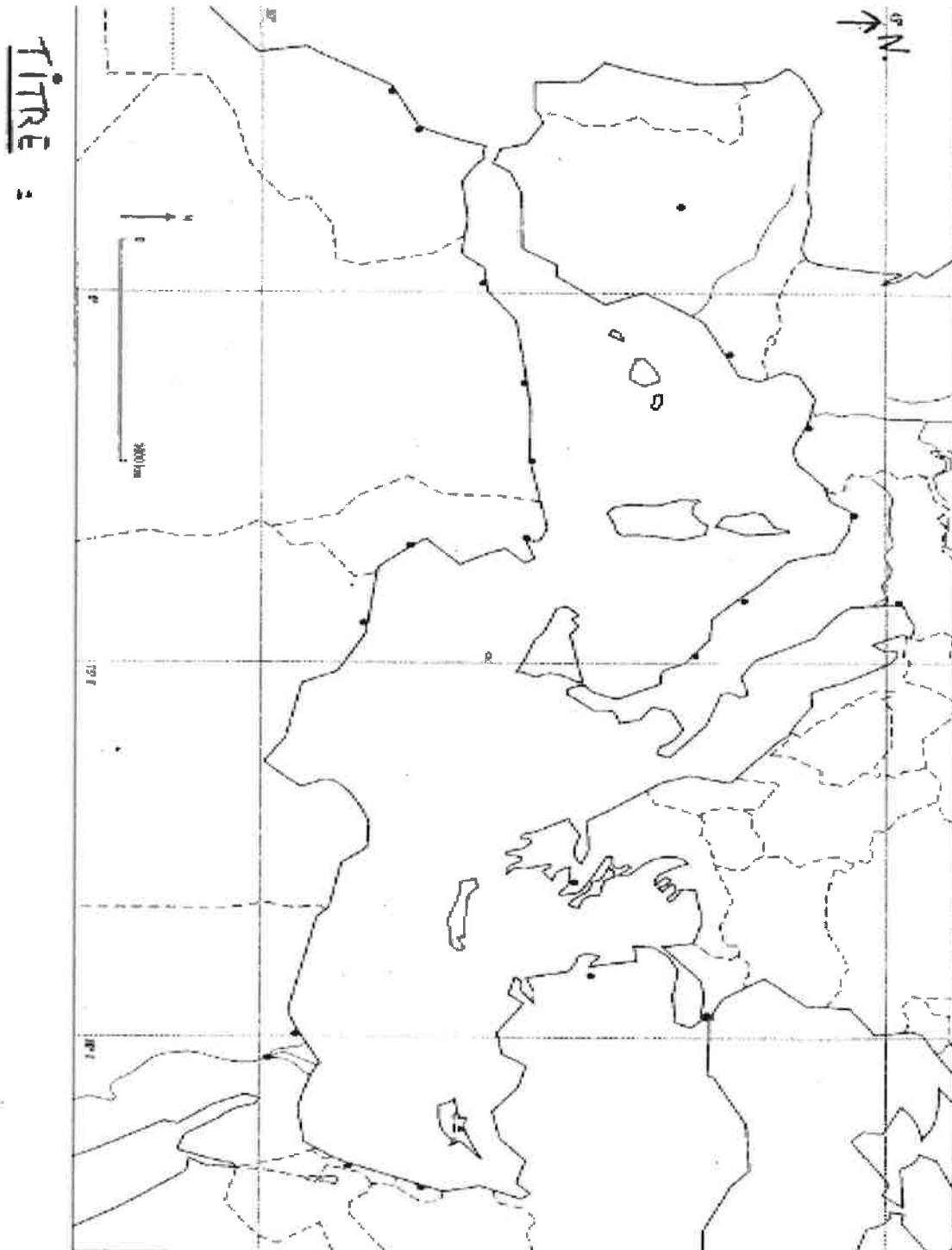
Régions fortement industrialisées avec des risques d'origine technologique

3. Des catastrophes anciennes ou récentes :

Catastrophes liées aux séismes

Catastrophes liées aux éruptions volcaniques

➤ sur le croquis, écrire le lieu et la date.



IV. Réflexion

Etudiez les pages 54 à 56 de votre manuel et l'article ci-dessous (journal *La Croix*) puis répondez aux questions suivantes :

- De quand date la mort du dernier loup observé à Fontainebleau, De quand date la 1^{ère} observation du loup dans le Mercantour ?
- Où trouve-t-on trace des loups actuellement en France ? Pourquoi les forêts d'Ile-de-France les attirent-elles ?
- Quelle est la date de la mise en place d'un suivi de la population des loups ?
- Qu'est-ce que le Plan loup ?

En quelques lignes, donnez votre sentiment sur cette présence du loup en France. Vous pouvez faire des recherches complémentaires sur ce sujet pour enrichir votre réflexion.

Le loup, à la conquête de toute la France

Depuis 1992, l'espèce a gagné de nombreux territoires sur plus de la moitié du pays. Estimée à plus de 350 individus, elle devra franchir la barre des 500 pour être viable.

- Antoine Peillon,
- Le 09/01/2018 à 07 :05
- Modifié le 09/01/2018 à 10 :09



Le loup pourrait bien coloniser prochainement les forêts d'Île-de-France. Emmanuel Berthier/hemis.fr

André (1), membre actif, depuis les années 1970, de l'Association des naturalistes de la vallée du Loing et du massif de Fontainebleau (ANVL), fondée en 1913, est aujourd'hui certain qu'il aura « *le bonheur de voir le retour du loup en forêt de Fontainebleau* ».

Il se souvient pourtant de sa lecture du chef-d'œuvre de Jean Loiseau, *Le Massif de Fontainebleau* (2) et de la conclusion fataliste de sa notice sur le loup : « *Le dernier loup de Fontainebleau aurait été tué en 1870. Le 13 novembre 1907, on aurait relevé des traces de loup près de Milly (Milly-la-Forêt, aujourd'hui) ; depuis on n'entendit plus parler d'eux.* »

Pas de loups en Île-de-France... pour l'instant

Depuis le début de l'année 2017, on entend cependant à nouveau « *parler d'eux* ». Car les loups seraient déjà présents en Île-de-France, selon les communications très médiatisées (*Le Parisien*, BFMTV...) de l'Observatoire du loup. Deux seraient « *en train de s'installer* » en forêt de Rambouillet, et un troisième dans le massif de Fontainebleau. « *Les loups vont-ils bientôt entrer dans Paris ?* », s'interrogeait, en conséquence, la chaîne de radio-télévision BFMTV, dès le 17 janvier 2017...

Éric Hansen, le délégué interrégional Centre-Val de Loire et Île-de-France de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), rectifiait aussitôt : « *On a des éléments précis qui nous permettent de dire qu'à ce jour, il n'y a pas de traces de loup en Île-de-France. Néanmoins, le loup est en effet en train de coloniser l'ensemble de la France. Il devrait occuper les forêts d'Île-de-France, qui sont très giboyeuses et dans lesquelles il pourrait tout à fait trouver de quoi se nourrir.* »

Des loups qui arrivent en plaine

De même, Murielle Guinot-Ghestem, directrice de l'Unité prédateurs-animaux déprédateurs (PAD) de l'ONCFS, confirme à La Croix que « la population française de loups s'étend désormais de façon plus ou moins continue à l'est d'une diagonale joignant la Somme aux Pyrénées-Orientales, y compris dans des zones de plaine : la Somme, la Dordogne, l'Aude, la Haute-Marne, la plaine des Vosges, la Nièvre... » Elle ajoute, qu'« à terme, l'espèce pourrait être présente partout, le loup n'étant pas inféodé à un milieu naturel particulier ».

Depuis la première observation de deux loups, dans le parc national du Mercantour (Alpes-Maritimes), le 4 novembre 1992, l'espèce n'a cessé de croître et de se multiplier, partant chaque année à la conquête de nouveaux territoires. Dans cette histoire d'un quart de siècle, l'année 2017 marque certainement le passage d'un nouveau seuil, des loups ou des indices de leur présence étant désormais régulièrement observés en régions de plaine, alors qu'ils ne l'étaient qu'en montagne, jusqu'alors.

Un « réseau loup » qui suit l'animal à travers la France

Aujourd'hui, l'ONCFS est le seul organisme réellement habilité et compétent pour suivre en continu l'expansion du loup en France. Et c'est dès 1993 que ce suivi est organisé, tout d'abord, par le parc national du Mercantour sur son territoire, puis par l'Office, dès que l'espèce a colonisé de nouvelles zones hors du parc.

En 1997, un « réseau loup » est donc créé par l'ONCFS. Il est constitué désormais de quelque 3 500 « *correspondants de terrain spécialement formés, dont 70 % de professionnels et 30 % de particuliers* ». Ce dispositif est chargé de « *relever de manière techniquement homogène les indices de présence du loup sur le terrain (proies sauvages ou domestiques, empreintes, analyses génétiques, observations visuelles, excréments)* ».

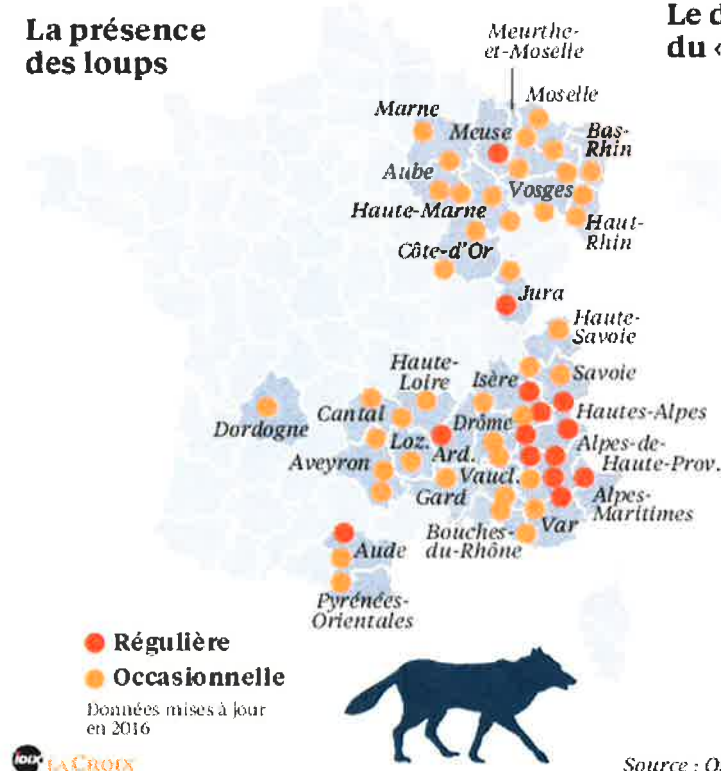
57 zones de présence du loup

Chaque semestre, ce « *réseau loup* » publie un bulletin d'information sur son suivi de l'espèce. La lecture de ses première et dernière éditions (mars 1998 et septembre 2017) permet de mesurer la progression impressionnante de l'espèce.

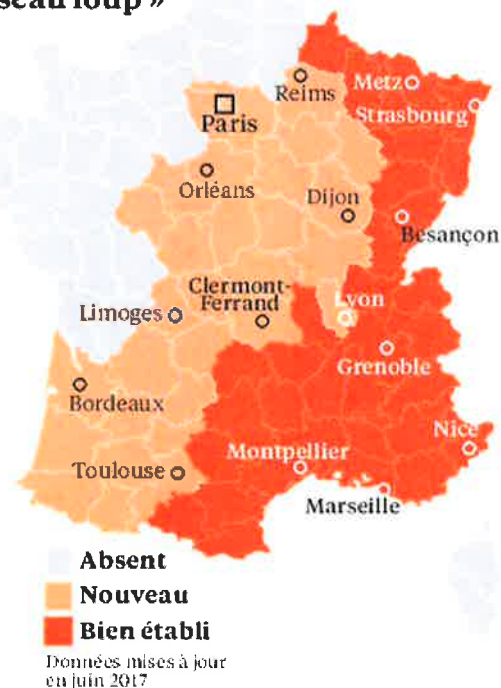
Il y a vingt ans, l'ONCFS relevait : « *Vingt loups répartis en quatre meutes sont présents dans le Mercantour (Alpes-Maritimes) ...* » Aujourd'hui, la situation n'est plus comparable : « *Le nombre de zones de présence permanente (ZPP) augmente, passant de 49 ZPP détectées en sortie d'hiver 2015-2016 à 57 ZPP en sortie d'hiver 2016-2017, confirmant la progression spatiale de l'espèce sur le territoire national.* »

Le loup en France

La présence des loups



Le déploiement du « réseau loup »



Environ 360 loups à l'hiver 2016-2017

Par ailleurs, l'étendue de ces données spatiales actuelles « correspondrait à un effectif total estimé en sortie d'hiver 2016-2017 d'environ 360 individus ». Nicolas Jean, coordinateur national de la recherche et de la gestion du loup et du lynx à l'ONCFS, estime aujourd'hui que le réseau d'observateurs du « réseau loup » a vocation à être déployé dans toute la France.



Car, en conséquence de la croissance démographique et de l'expansion géographique de l'espèce, « l'emprise du réseau loup » de l'Office couvre d'ores et déjà les trois quarts du territoire national métropolitain, soit « 34 départements bénéficiant d'un déploiement intégral, un département pour lequel le réseau est en cours d'extension et 23 départements du front de colonisation sur lesquels est activée la veille des services de l'ONCFS ».

Un abattage maximal de 10 % des effectifs

C'est donc sur la base de l'expertise scientifique de l'Office que l'État a élaboré son nouveau « plan national loup et activités d'élevage » pour les années 2018 à 2023, dont l'essentiel a été présenté le

12 décembre dernier. Une des principales dispositions de ce nouveau « *plan loup* » prend en compte l'expertise scientifique sur le devenir du loup, publiée en mars 2017 par le Muséum national d'histoire naturelle et l'ONCFS.

Cette « *évaluation prospective à l'horizon 2025-2030* » recommande de ne pas abattre plus de 10 % des effectifs lupins afin que ceux-ci restent « *au moins stables* ». De même, le nouveau « *plan loup* » se donne aussi comme objectif d'atteindre une population de « *500 spécimens* » pour qu'elle soit considérée comme « *viable* ».

► 25 ans d'expansion du loup

4 novembre 1992. Deux gardes moniteurs du parc national du Mercantour (Alpes-Maritimes) observent deux premiers loups.

Avril 1993. Le mensuel *Terre sauvage* révèle le « *retour du loup* » en France.

En 2000, l'ONCFS recense une trentaine de loups dans les Alpes françaises. Depuis, leur présence est devenue permanente dans le Grand Est, le Massif central, les Pyrénées et en Provence.

Aujourd'hui, d'après les données mises à jour, l'Office compte 57 « *zones de présence permanente* » (ZPP) de l'espèce, dont 42 sont désormais « *constituées en meutes* ».

(1) Son prénom a été modifié, à sa demande, le sujet étant très polémique.

(2) Il est l'auteur de *Le Massif de Fontainebleau*, Éd. Vigot, 5^e édition parue en 2005.